

## DÉCISION DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE FRANCEAGRIMER

Montreuil, le 13 janvier 2025

<b>DIRECTION DES INTERVENTIONS</b>	
<b>Service gestion du potentiel et amélioration des structures viticoles</b> <b>Unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration</b>	N° INTV-GPASV-2025-03
<b>Service juridique et coordination européenne</b>  Dossier suivi par : Unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration du vignoble Courriel : vitirestructuration@franceagrimer.fr	
Plan de diffusion : DGPE – Bureau du vin et des autres boissons DRAAF DDT(M) Association des Régions de France/Collectivité Territoriale de Corse Organisations professionnelles membres du conseil spécialisé vin FranceAgriMer	Mise en application : immédiate

**OBJET : Décision modifiant les décisions de la directrice générale de FranceAgriMer :**

- INTV-GPASV-2022-55 du 21/09/2022 relative aux agréments des plans collectifs de restructuration du vignoble du bassin viticole Vallée du Rhône-Provence et de leurs porteurs de projet et aux critères d'admissibilité pour ces plans déposés pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027.
- INTV-GPASV-2022-56 du 21/09/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Aquitaine et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027.
- INTV-GPASV-2022-59 du 21/09/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Languedoc-Roussillon et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027.

- **INTV-GPASV-2022-60 du 21/09/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Sud-Ouest et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027.**
- **INTV-GPASV-2022-61 du 19/10/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Corse et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027.**

**Mots-clés** : aide, restructuration, vignes, plantation, plan collectif, bassin viticole

**Résumé** : la décision n° INTV-GPASV-2024-112 relative aux conditions d'attribution de l'aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble en application du plan stratégique national pour la campagne 2024-2025, approuvée par le conseil spécialisé vin et cidre du 4 décembre dernier, a supprimé l'aide à l'irrigation. En conséquence, la présente décision supprime les actions complémentaires d'irrigation pour les plantations en plan collectif de la campagne 2024/2025.

**Bases réglementaires :**

- Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil ;
- Règlement (UE) n° 1308/2013 modifié du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) 922/72, (CEE) 234/79, (CE) 1037/2001 et (CE) 1234/2007 ;
- Règlement délégué (UE) n° 907/2014 modifié de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Règlement (UE) n° 702/2014 modifié de la Commission, du 25 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité (TFUE)
- Règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 modifié de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'exécution du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Règlement délégué (UE) 2016/1149 modifié de la Commission du 15 avril 2016, complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes d'aide nationaux de soutien au secteur vitivinicole et modifiant le règlement (CE) n°555/2008 de la Commission ;
- Règlement d'exécution (UE) 2016/1150 de la Commission du 15 avril 2016 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes d'aide nationaux dans le secteur vitivinicole ;

- Règlement d'exécution (UE) 2017/1185 de la Commission du 20 avril 2017 portant modalités d'application des règlements (UE) n° 1307/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les notifications à la Commission d'informations et de documents, et modifiant et abrogeant plusieurs règlements de la Commission ;
- Règlement délégué (UE) 2018/273 de la Commission du 11 décembre 2017 du Parlement et du Conseil en ce qui concerne le régime d'autorisations de plantations de vigne, le casier viticole, les documents d'accompagnement et la certification, le registre des entrées et des sorties, les déclarations obligatoires, les notifications et la publication des informations notifiées complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles et les sanctions applicables, modifiant les règlements (CE) n° 555/2008, (CE) n° 606/2009 et (CE) n° 607/2009 de la Commission et abrogeant le règlement (CE) n° 436/2009 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2015/560 de la Commission ;
- Règlement d'exécution (UE) 2018/274 de la Commission du 11 décembre 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le régime d'autorisations de plantations de vigne, la certification, le registre des entrées et des sorties, les déclarations et les notifications obligatoire et du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles y relatifs, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2015/561 de la Commission ;
- Règlement (UE) 2020/2220 du parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2023, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2023 et le règlement (UE) 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2023 ;
- Règlement (UE) 2021/2116 du parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Règlement (UE) 2021/2117 du parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union ;
- Règlement (UE) 2021/2115 du parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Règlement délégué (UE) 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et

environnementales (BCAE) ;

- Règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L114-5 ;
- Code rural et de la pêche maritime, notamment son article D. 621-27 ;
- Décret n° 2018-787 du 11 septembre 2018 relatif au programme d'aide national au secteur vitivinicole pour les exercices financiers 2019 à 2023 ;
- Décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-46 du 13/07/2022 modifiée relative à la mise en œuvre des plans collectifs de restructuration du vignoble sur la période 2023-2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-55 du 21/09/2022 modifiée relative aux agréments des plans collectifs de restructuration du vignoble du bassin viticole Vallée du Rhône-Provence et de leurs porteurs de projet et aux critères d'admissibilité pour ces plans déposés pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-56 du 21/09/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Aquitaine et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-59 du 21/09/2022 modifiée relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Languedoc-Roussillon et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-60 du 21/09/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Sud-Ouest et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Décision de la directrice générale de FranceAgriMer INTV-GPASV-2022-61 du 19/10/2022 relative aux agréments du plan collectif de restructuration du vignoble du bassin viticole Corse et de son porteur de projet et aux critères d'admissibilité pour ce plan déposé pour les campagnes 2022/2023 à 2024/2025 en application de l'OCM dans le secteur vitivinicole pour le programme d'aide national 2019-2023 et le plan stratégique national 2023-2027 ;
- Avis du conseil spécialisé « vin et cidre » du 8 janvier 2025 ;

## **Sommaire**

<b>Article 1. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Provence .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 2. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Vallée du Rhône.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 3. Modification de l'article 4 de la décision INTV-GPASV-2022-56 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Aquitaine.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-59 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Languedoc-Roussillon.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-60 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Sud-Ouest .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-61 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Corse.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 7. Date d'application de la présente décision .....</b>	<b>7</b>

## **Article 1. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Provence**

Pour le A) Plan collectif de restructuration « Provence », l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 du 21 septembre 2022 modifiée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, les actions palissage et irrigation peuvent être demandées en complément d'une plantation. Toutefois, l'action irrigation ne peut pas s'ajouter à une plantation pour l'AOP « Palette ». »

Pour la campagne 2024/2025, seule l'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation. »

## **Article 2. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Vallée du Rhône**

Pour le B) Plan collectif de restructuration « Vallée du Rhône », l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-55 du 21 septembre 2022 modifiée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, les actions palissage et irrigation peuvent être demandées en complément d'une plantation. Toutefois, l'action irrigation ne peut pas s'ajouter à une plantation pour les AOP « Saint-Péray » et « Vinsobres ». »

Pour la campagne 2024/2025, seule l'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation. »

## **Article 3. Modification de l'article 4 de la décision INTV-GPASV-2022-56 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Aquitaine**

L'article 4 de la décision INTV-GPASV-2022-56 du 21 septembre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation.

Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, l'action irrigation peut être demandée en complément d'une plantation :

Pour les appellations d'origine protégée (AOP) suivantes :

« Corrèze » (+ dénomination complémentaire « coteaux de la Vézère »),

« Canon Fronsac », « Côtes de Bourg », « Entre-Deux-Mers », « Fronsac », « Graves »,

ainsi que pour les indications géographiques protégées (IGP) suivantes :

« Atlantique » et « Périgord ». »

## **Article 4. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-59 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Languedoc-Roussillon**

L'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-59 du 21 septembre 2022 modifiée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, les actions palissage et irrigation peuvent être demandées en complément d'une plantation.

Pour la campagne 2024/2025, l'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation.

Pour les 3 campagnes 2022/2023 à 2024/2025, l'action création de terrasses est admissible en complément d'une plantation réalisée avec l'activité mentionnée au point 4.3. »

#### **Article 5. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-60 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Sud-Ouest**

L'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-60 du 21 septembre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, les actions palissage et irrigation peuvent être demandées en complément d'une plantation.

Pour la campagne 2024/2025, l'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation.

Pour les 3 campagnes 2022/2023 à 2024/2025, l'action création de terrasses est admissible en complément d'une plantation réalisée avec l'activité mentionnée au point 4.3. »

#### **Article 6. Modification de l'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-61 – actions complémentaires à une plantation du PCR5 Corse**

L'article 5 de la décision INTV-GPASV-2022-61 du 19 octobre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, les actions palissage et irrigation peuvent être demandées en complément d'une plantation.

Pour la campagne 2024/2025, seule l'action palissage peut être demandée en complément d'une plantation. »

#### **Article 7. Date d'application de la présente décision**

La présente décision entre en vigueur à compter du lendemain de sa date de publication au Bulletin Officiel du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

La directrice générale de FranceAgriMer,

Christine Avelin